

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

INTERFIMO

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 93 832 000 €
Siège social : 46, boulevard de la Tour Maubourg, 75007 Paris
702 010 513 R.C.S. Paris - A.P.E. : 6492 Z

I. — Bilan social au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros.)

Actif	2016	2015
Opérations de trésorerie et interbancaires	82 547	83 449
Caisses, banques centrales, C.C.P.	0	12
Créances sur les établissements de crédit	82 547	83 437
Opérations avec la clientèle	7 511	6 873
Opérations sur titres et divers	376 626	361 716
Obligations et autres titres à revenu fixe	362 537	349 029
Participations et autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	1 670	1 670
Autres actifs	10 326	8 985
Comptes de régularisation	2 092	2 032
Valeurs immobilisées	10 862	10 702
Immobilisations incorporelles	1 865	1 690
Immobilisations corporelles	8 997	9 012
Total général	477 546	462 740

Passif	2016	2015
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	-
Dettes envers les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle	11 638	11 246
Opérations sur titres, divers et provisions	99 322	94 641
Autres passifs	9 720	9 825
Comptes de régularisation	50 113	46 402
Provisions pour risques et charges	39 488	38 413
Dettes subordonnées et FRBG	163 039	155 124
Dettes subordonnées	163 039	155 124
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres (hors FRBG)	203 547	201 730
Capital souscrit	93 832	93 832
Primes d'émission	12 405	12 405
Réserves	9 931	9 116
Provisions réglementées et subventions d'investissement	80	77
Report à nouveau	70 009	70 003
Résultat de l'exercice	17 291	16 297
Total général	477 546	462 740

Hors-bilan	2016	2015
Engagements reçus		
Engagements de garantie	200 250	185 250

Cautiion client	2 392 736	2 248 966
Engagements donnés		
Engagements de garantie	8 013 640	7 452 311

II. — Compte de résultat publiable comparé

(En milliers d'euros.)

	2016	2015
+ Intérêts et produits assimilés	47 461	46 404
- Intérêts et charges assimilées	196	187
+ Revenus des titres à revenu variable	1 645	1 592
+ Commissions	3 580	3 456
- Commissions	1 898	1 674
+ Autres produits d'exploitation bancaire	2 023	1 838
- Autres charges d'exploitation bancaire	225	220
Produit net bancaire	52 390	51 209
- Charges générales d'exploitation	26 687	26 098
- Dotations aux amortissements et aux provisions	630	506
Résultat brut d'exploitation	25 073	24 605
+ Coût du risque	234	
- Coût du risque		5
Résultat d'exploitation	25 307	24 600
- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	8	217
Résultat courant avant impôt	25 299	24 383
+ Résultat exceptionnel	196	3
- Impôt sur les bénéfices	8 202	8 087
- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	3	3
Résultat net	17 291	16 297
Total général	55 138	53 293

III. — Annexe aux comptes annuels publiables au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros.)

I. — Principes et méthodes comptables

Les règles appliquées pour l'établissement des comptes suivent les principes retenus par le Conseil National de la Comptabilité, les règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, et les Instructions de la Commission Bancaire. Interfimo applique les règlements du CRC 2000-06 sur les passifs et 2002-03 sur les créances douteuses.

Interfimo enregistre ses commissions de caution en isolant au sein de la commission perçue, une commission de confirmation. Depuis l'exercice 2002, une partie de cette commission est prise dans le résultat à la date de mise en place du prêt, le reste étant étalé sur toute la durée du prêt. Depuis l'exercice 2013, la partie prise directement en résultat est égale à 73 % de la totalité de la commission perçue. Cette proportion, correspondant à la part de l'activité consacrée à la mise en place du prêt, est vérifiée chaque année.

Lors du remboursement anticipé total d'un crédit, la part restant étalée de la commission est réintégrée dans le PNB de l'année.

Conformément au règlement du CRC 2002-10, Interfimo comptabilise ses immobilisations suivant la méthode de découpage par composants.

Le CRC 2005-04 a modifié la terminologie relative aux provisions. Jusque-là, une provision était la constatation comptable d'une diminution de valeur d'un élément d'actif ou d'une augmentation du passif exigible, précise quant à sa nature mais incertaine quant à sa réalisation, que des événements survenus ou en cours rendent prévisible à la date d'établissement de la situation. Depuis le 30 décembre 2005, le principe évoqué précédemment, n'a pas changé, mais la terminologie a été modifiée, désormais le terme de provisions est réservé au passif du bilan, et les diminutions de valeur de l'actif sont enregistrées en « dépréciations » et non plus en « provisions pour dépréciations ».

Interfimo est consolidée par intégration globale avec LCL.

Méthode d'évaluation des provisions

Les principales provisions, au passif du bilan, sont évaluées selon leur nature.

Les provisions sur engagements hors bilan, en couverture des risques imputés au fonds de garantie Interfimo, sont évaluées soit de manière individuelle soit de manière collective.

Provisions individualisées : elles sont déterminées dans une optique prudentielle d'anticipation des risques, pour faire face à des pertes que des événements en cours rendent probables à la date de constitution de la provision. Elles doivent couvrir la diminution de valeur de nos créances et correspondre à l'estimation du risque potentiel : différence entre le montant de nos créances et le montant des futurs paiements que l'on estime possible d'obtenir du client en prenant en compte la valeur des garanties existantes dans le dossier.

Provisions collectives : Elles sont définies à partir des données risques Bâle II sur une clientèle ciblée par l'indicateur de risque LCL (IRPRO - Indicateur de Risque Pour les Professionnels) validé par l'ACP (Autorité de Contrôle Prudentiel). Depuis 2011, en cohérence avec les décisions de LCL, les IRPRO 8 font partie de l'encours « sensible » et font l'objet d'un provisionnement statistique, de manière similaire aux IRPRO 9 à 11.

Les provisions pour risques juridiques : ces provisions sont déterminées en pourcentage de l'assignation en responsabilité d'Interfimo. En fonction de l'avancement de la procédure, les montants vont de 15 % à 100 % des dommages et intérêts réclamés par l'adversaire. Ces provisions ne sont pas imputées au Fonds de garantie d'Interfimo. Elles font mouvoir le compte de résultat.

Ces différentes provisions sont validées par le comité des risques Interfimo qui se réunit trimestriellement.

Les provisions pour pertes futures des dossiers, en voie d'extinction, initiés par le Crédit Médical de France (CMF) : elles sont déterminées individuellement, au cas par cas, pour les dossiers qui constituent les tranches négatives du fonds de garantie CMF. Ces provisions impactent le compte de résultat d'Interfimo.

Les provisions pour charges futures : ces provisions concernent les dossiers dont la mise en place est antérieure à 2002 et pour lesquels une provision avait été comptabilisée. Cette provision est évaluée individuellement chaque année à partir des dossiers concernés qui sont toujours en cours. Ces provisions impactent le compte de résultat d'Interfimo.

Règles de déclassement en douteux et douteux compromis

En application du CRC 2002-03 et principalement des articles 3,7 et 9, sont définis comme encours douteux les encours porteurs d'un risque de crédit avéré, correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours Douteux Compromis, soit par un enregistrement comptable au sein de comptes créés à cet effet, soit au moyen d'attributs. L'identification en encours douteux compromis intervient à la échéance du terme ou au plus tard un an après la classification en encours douteux.

L'encours redevient sain dès que la créance est soldée et la provision reprise.

Engagements sociaux

Les engagements sociaux sont couverts par des cotisations enregistrées en charges, versées à des fonds de retraite qui gèrent ensuite le paiement des allocations, exception faite des indemnités pour médaille du travail.

L'engagement pour indemnités de départ en retraite est évalué selon les normes du groupe Crédit Agricole SA, sur la base des droits acquis au 31 décembre, corrigés statistiquement par les probabilités de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Il est, depuis 2006, couvert partiellement (37 % à fin 2016) par un organisme externe d'assurance : PREDICA. Le solde fait l'objet d'une provision pour indemnité de départ en retraite.

L'engagement pour médaille du travail, également évalué selon les normes du groupe Crédit Agricole SA, fait l'objet d'une provision pour médaille du travail.

Disponibilités et concours bancaires courants

Nos disponibilités et concours bancaires courants sont comptabilisés selon la méthode des intérêts courus et ne font pas l'objet de dépréciations.

Créances sur la clientèle

Les créances sur clients en impayés et contentieux sont inscrites au bilan en « Opérations avec la clientèle » pour le montant auquel la Société a été appelée en garantie, net de provisions.

Les intérêts à recevoir sur ces créances douteuses sont d'une part comptabilisés et d'autre part totalement provisionnés pour dépréciation, compte tenu de leur recouvrement incertain.

Les créances dont le recouvrement est estimé incertain sont provisionnées par imputation sur les cotisations mutualisées aux Fonds de Garantie.

Pour les opérations qui ne donnent pas lieu à versement de cotisation aux fonds de garantie, ou qui ne peuvent être couvertes par ceux-ci, les créances sont passées en perte, et/ou provisionnées, en compte de résultat.

Titres

Les titres ont été classés en différentes catégories. Sont inscrits en :

« Obligations et autres titres à revenu fixe »

Les obligations et les titres d'investissement à taux fixe, souscrits pour placement de la trésorerie et acquis avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, ainsi que les intérêts courus à recevoir.

« Participations et autres titres détenus à Long Terme »

Reprennent les participations minoritaires, pour leur coût d'acquisition net de provisions.

« Parts dans les entreprises liées »

Les parts détenues dans les entreprises contrôlées de manière exclusive, pour leur valeur d'acquisition.

Les titres de participation dans les SCI propriétaires de locaux qui hébergent bureaux et siège social, ainsi que les avances en compte courant consenties à celles-ci et les intérêts courus sur avances, sont repris avec les immobilisations.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition TTC. Elles n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

« Immobilisations incorporelles »

Les immobilisations incorporelles correspondent principalement :

- aux indemnités versées à des propriétaires ou précédents locataires d'immeubles en vue de leur occupation : elles peuvent être provisionnées lorsqu'elles sont estimées non négociables ;
- aux progiciels : les progiciels d'application sont amortis sur 5 ans, les progiciels de bureautique sont amortis sur 1 an ou 3 ans lorsqu'ils sont intégrés au matériel.

« Immobilisations corporelles »

Les immeubles sont amortis par composants suivant le CRC 2002-10.

Les immeubles d'exploitation et bureaux, ainsi que les immeubles hors exploitation, sont décomposés en 4 natures :

Nature de composants	Durée (années) d'amortissement	
	Exploitation	Hors exploitation
1 -Les gros œuvres (structure)	60	80
2 -Les façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	30	40
3 -Les IGT (chauffage, climatisation, ascenseurs, monte-charge, électricité câblage, transmission communication, plomberie et autres équipements)	20	20
4 -Les agencements	15	15

La décomposition en composants et le choix des durées d'amortissement sont effectués selon les pratiques en vigueur et, notamment, en cohérence avec les recommandations de l'AFFREXIM (Association Française des Sociétés d'Expertise Immobilière).

Les autres immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation, selon le mode linéaire.

Les taux utilisés sont les suivants :

- agencements : 10 % à 20 % ;
- matériel : 20 % à 33 % ;
- véhicules : 20 %.

Fonds de garanties mutuels

Suivant la présentation du document 4200, bilan publiable, les fonds de garanties mutuels sont classés dans la rubrique « dettes subordonnées ».

Capital social

Le capital social inscrit au passif est composé de 586 450 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 160 € chacune, confèrent un droit de vote simple.

Impôt sur les sociétés

La Société est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles en vigueur.

Elle fait partie du périmètre d'intégration fiscale de Crédit Agricole SA depuis le 1^{er} janvier 2009, avec un palier de consolidation chez LCL.

Participation des salariés

Le montant de la participation est provisionné, le cas échéant, dans l'exercice au cours duquel les droits des salariés sont nés.

Établissement du compte de résultat

Les opérations sont comptabilisées selon le principe de la spécialisation des exercices.

Comptabilisation des charges et des produits

Les charges sont rattachées à l'exercice auquel elles correspondent.

Les intérêts des sommes placées sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis, selon la méthode des intérêts courus.

Les commissions de caution sont rattachées aux exercices pendant lesquels l'encours du prêt figure dans les engagements d'Interfimo.

Depuis l'exercice 2010, les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont comptabilisées en déduction du PNB, conformément aux règles en vigueur au sein du groupe Crédit Agricole SA.

II. — Note sur le bilan actif

Opérations de trésorerie et interbancaires

Les « Créances sur les établissements de crédit » comprennent

D'une part la situation des comptes à vue, ouverts chez LCL, dont les soldes débiteurs et créditeurs sont fusionnés et compensés, avec un solde en faveur d'Interfimo de 7 388 k€ et d'autre part les prêts accordés par Interfimo à LCL en placement des fonds apportés par l'opération d'augmentation de capital en 2000 (76 049 k€).

Le prêt LCL est renouvelé chaque année par dixième, pour une durée de 13 ans depuis fin 2014 (10 ans auparavant).

La durée résiduelle de ces créances est la suivante :

Moins de 1 an	14 103 k€
Entre 1 et 2 ans	7 605 k€
Entre 2 et 5 ans	22 815 k€
Entre 5 et 10 ans	15 210 k€
Supérieure à 10 ans	22 815 k€

Opérations avec la clientèle

Il s'agit des créances douteuses et douteuses compromises, sur clients en impayés et contentieux. Elles s'entendent après provision de 33 165 k€, dont 521 k€ portent sur des dossiers initiés par le Crédit Médical de France.

Tableau récapitulatif des mouvements sur provisions page 9.

Opérations sur titres et divers

« Obligations et autres titres à revenu fixe »

A la clôture 2016, l'augmentation par rapport au 31 décembre 2015, des sommes bloquées en produits de trésorerie de LCL et Crédit Agricole provient essentiellement de l'augmentation du fonds de garantie « dettes subordonnées » (augmentation de la production).

La durée résiduelle de ces BMTN non cotés, garantis en capital, est la suivante :

Moins de 1 an	46 000 k€
Entre 1 et 2 ans	11 000 k€

Entre 2 et 5 ans	48 500 k€
Entre 5 et 10 ans	152 500 k€
Plus de 10 ans	100 000 k€

en outre, les intérêts courus, à recevoir au 31 décembre 2016, qui s'élèvent à 4 537 k€ sont à moins d'1 an.

« Parts dans les entreprises liées » : Concernent les participations

- à 93 % dans la SA Auxiliaire Financière, pour 1 665 k€, sans changement en 2016.

La SA Auxiliaire Financière détenant elle-même une participation majoritaire dans l'Auxiliaire Pharmaceutique.

Dans un contexte toujours tendu en 2016 sur le marché de la transaction, la SA Auxiliaire Financière n'a pas distribué de dividendes (dernière distribution intervenue en 2007).

- à 90 % dans la SARL Fimocourtage, dont le capital est de 8 k€.

Les « Autres actifs » regroupent principalement :

- les acomptes sur l'impôt sur les sociétés versés au Crédit Agricole SA, 8 087 k€,
- le compte courant de l'Auxiliaire Financière, 1 731 k€,
- les facturations en cours, 265 k€, pour les produits de diversification,
- les dépôts de garantie sur loyers, 65 k€,
- les autres dépôts de garantie, 24 k€.

Seuls les dépôts de garantie sur loyer sont à plus d'un an.

Les « Comptes de régularisation » représentent principalement les charges mutuelles restant à recevoir en fin d'exercice pour 1 351 k€, des produits de diversification à recevoir pour 457 k€, des charges constatées d'avances pour 236 k€.

Valeurs immobilisées

(En milliers d'euros.)	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes
Immobilisations incorporelles			
A l'ouverture	2 056	-1 336	720
Augmentation	574	-183	391
Diminution	0	0	0
A la clôture	2 630	-1 519	1 112
Immobilisations corporelles			
A l'ouverture	9 053	-5 727	3 325
Augmentation	247	-229	18
Diminution	0	0	0
A la clôture	9 300	-5 957	3 343
Les montants de clôture se répartissent comme suit			
Terrains et constructions	5 590	-3 187	2 403
Agencements	1 416	-1 123	293
Matériel de transport	0	0	0
Matériel informatique	706	-499	207
Mobilier et matériel de bureau	1 588	-1 147	441
Total	9 300	-5 957	3 343
Travaux en cours			
Participations dans les SCI, avances en compte courant et créances rattachées			6 134
A la clôture, total des immobilisations corporelles nettes			9 477

III. — Note sur le bilan passif

Opérations avec la clientèle

Les « Opérations avec la Clientèle » totalisent les comptes clients en cours de régularisation ainsi que les cotisations au fonds de garantie d'origine Interfimo et Crédit Médical de France arrivées à échéance et remboursables.

Opérations sur titres, divers et provisions

Les « Autres passifs » regroupent principalement :

- la contrepartie de la charge d'Impôt sur les Sociétés pour 8 201 k€ ;
- les fournisseurs restant à régler : 144 k€ ;
- charges sociales et fiscales restant à régler : 856 k€ ;
- autres : 518 k€.

Les dettes fournisseurs sont à moins de 1 an.

Les « Comptes de régularisation » pour 50 113 k€ regroupent :

- pour 8 053 k€ : les charges à payer, la provision pour charges de congés du personnel et celle afférente au Compte Épargne Temps et les charges sociales et fiscales attachées ;

- les commissions de caution à étaler pour 41 860 k€ ;
 - les primes d'assurance en cours de reversement, 200 k€.
- Les « Provisions pour risques et charges » de 39 488 k€ totalisent :

Les provisions sur engagements hors bilan, en couverture des risques imputés au Fonds de garantie Interfimo	37 221 k€
Les provisions pour charges futures pour gestion des dossiers en cours	1 k€
Les provisions pour risques juridiques (entièrement sur Interfimo)	174 k€
La provision pour indemnité de départ en retraite	1 277 k€
La provision pour médailles du travail	815 k€

Tableau récapitulatif des mouvements sur provisions page 9.

Dettes subordonnées

Les « dettes subordonnées » totalisent les cotisations au Fonds de Garantie disponibles, après imputations des pertes et provisions.

Au 31 décembre 2016, les provisions évaluées selon les normes du groupe Crédit Agricole, sauf aménagements tenant compte des spécificités propres à certaines catégories professionnelles, représentent, pour les dossiers initiés par Interfimo 69 282 k€ et, pour les dossiers initiés par le Crédit Médical de France 521 k€.

Tableau récapitulatif des mouvements sur provisions page 9.

Capitaux propres (hors FRBG)

Les « Primes d'émission », 12 405 k€, regroupent :

- prime d'émission : 6 003 k€ ;
- prime d'apport : 4 657 k€ liée à l'opération d'apport du Crédit Médical de France en 1999 ;
- prime de fusion : 1 745 k€ liée à l'opération de fusion du Crédit Médical de France en 1999.

Les « Réserves », 9 931 k€, regroupent :

- la réserve légale : 8 775 k€, en progression de 815 k€ par affectation de 5 % du résultat 2015 ;
- la réserve de 1 436 k€, issue des plus-values à long terme, suite à la réglementation relative à l'Exit tax ;
- la réserve avec un solde débiteur de 280 k€, suite à l'application en méthode rétrospective du CRC 2002-10.

Par rapport à l'exercice précédent, la variation de capitaux propres (+1 817 k€) se décompose de la manière suivante :

(En milliers d'euros.)	Situation au 31/12/2015	Variation de l'exercice	Situation au 31/12/2016
Capital souscrit	93 832	0	93 832
Primes d'émission	12 405	0	12 405
Réserves	9 116	815	9 931
Provisions réglementées et subventions d'investissement	77,1	2,6	79,7
Report à nouveau	70 003	6	70 009
Résultat de l'exercice	16 297	994	17 291
Total	201 730	1 817	203 547

La variation de provisions réglementées (+3 k€) correspond à une dotation d'amortissement dérogatoire sur la SCI Montpellier.
Pour rappel, un montant de 15 476 k€ a été distribué en dividendes au cours de l'exercice 2016.

Tableau récapitulatif des mouvements sur provisions

Récapitulatif des mouvements sur provisions et dépréciations (En euros.)	31/12/2015	Dotation		Reprise		31/12/2016
		Par le résultat	Par le fonds de garantie	Par le résultat	Par le fonds de garantie	
Actif						
Créances clients						
Pd FIMOLION	0					0
Pd COOPEREM	99 622			99 622		0
Pd CREDILION	0					0
Pd Classique CMF	539 726				19 213	520 514
Pd Classique IF	30 384 869		1 675 698			32 060 567
Pd Classique IF sans FdG	650 000			67 268		582 732
Intérêts courus	1 375	296				1 671
Sous total	31 675 593	296	1 675 698	166 890	19 213	33 165 484
Immobilisations						
Hors exploitation (loyer Raspail)	159 809	53 270		213 079		0
Titres AF	3 331 636					3 331 636
Passif						
Engagements sociaux						
Retraite	995 103	311 354		28 979		1 277 478
Médaille du travail	981 357			166 714		814 643

Engagements par signature douteux						
HB Classique CMF	0					0
HB Classique IF	19 616 118		866 094			20 482 212
HB Collective IF	16 563 809		157 098			16 720 907
Litiges (IF)	62 000				44 000	18 000
Autres risques et charges						
Assignations IF	173 925					173 925
Assignations CMF	0					0
Charges futures IF	20 047			18 885		1 162
Charges futures CMF	0					0
Tranches négatives CMF	0					0
Risque opérationnel	945					945
Autres	0					0
Sous total	38 413 304	311 354	1 023 192	214 578	44 000	39 489 272
Amortissements dérogatoires						
SCI Montpellier	77 097	2 575				79 673
Total	73 657 440	367 495	2 698 890	594 547	63 213	76 066 065
		-227 052		2 635 677		2 408 625

IV - Note sur le hors bilan

Les « Engagements de garantie donnés » incluent l'encours des opérations saines et douteuses cautionnées par Interfimo et Crédit Médical de France, les opérations de crédit renouvelables étant comptées pour leur montant autorisé.

La part des engagements douteux - correspondant au capital restant dû, net des provisions, sur les clients douteux pour lesquels la société a été appelée en garantie au titre d'échéances impayées - s'élève à 64 553 k€ contre 65 582 k€ au 31 décembre 2015.

Les « Engagements de garantie reçus », correspondent pour 200 M€ à la ligne de refinancement mise en place avec LCL pour respecter le ratio de liquidité, et pour 250 k€ aux contre garanties reçues de LCL pour des opérations initiées par le Crédit Médical de France. A cela s'ajoute le montant des cautions reçues de la part des clients à la mise en place des crédits, pour 2 393 M€.

Engagements complémentaires à ceux figurant sur le hors bilan :

Autre engagement : néant

On signalera que les engagements reçus par Interfimo, au titre de garanties données à son profit par des tiers, peuvent représenter un pourcentage important des encours. Ils ne sont pas chiffrés.

V. — Note sur le compte de résultat

Les produits des sommes disponibles et/ou placées et les commissions de caution sont repris en « Intérêts et produits assimilés » pour 46 380 k€.

Cette rubrique enregistre également les intérêts effectivement perçus dans le cadre du recouvrement pour 1 081 k€.

Les « Revenus des titres à revenu variable » correspondent aux montants des dividendes versés par nos filiales : Fimocourtage pour 1 645 k€, l'Auxiliaire Financière n'ayant pas distribué de dividendes en 2016.

Les « Commissions », en produits, elles sont issues de l'activité de diversification pour 3 579 k€ ; et en charges, il s'agit des rémunérations de nos prescripteurs commissionnés pour 1 898 k€.

Les « Autres produits d'exploitation bancaire » et les « Autres charges d'exploitation bancaire », d'un montant net de 1 798 k€, enregistrent essentiellement :

- les reprises de provision pour charges futures sur dossiers (mis en place avant 2002) pour 19 k€ ;
- les saisies de fonds de garantie non remboursables, d'un montant de 188 k€ ;
- les produits accessoires issus de la diversification d'activité et des locations d'immeuble hors exploitation, pour 1 018 k€ ;
- la participation dans le résultat de la SCI propriétaire des locaux qui hébergent le siège social, ainsi que les intérêts sur avances en compte courant, pour le total créditeur de 716 k€ ;
- les charges sur immeubles hors exploitation - 225 k€.

Les « Charges générales d'exploitation » se décomposent comme suit :

	2015	2016
Frais de personnel et provisions afférentes		
Appointements et indemnités	10 308	10 659
Participation et/ou intéressement	1 371	1 379
Charges sociales et connexes	5 459	5 352
Charges fiscales	1 547	1 847
Dotations / reprises nettes aux provisions pour départ en retraite et médailles du travail	427	116
Transferts provisions groupe, pour personnel intégré IF	-75	-59
Sous total	19 037	19 294
Autres frais Administratifs		
Impôts taxes et versements assimilés	1 203	897

Autres services extérieurs	5 858	6 496
Sous total	7 061	7 393
Total général	26 098	26 687

Les transferts de provisions pour engagements sociaux et médailles du travail sont maintenant directement intégrés dans les charges sociales.
Le « Coût du risque » comptabilise, pour les opérations non couvertes par le Fonds de Garantie, le net des mouvements aux provisions, pertes et récupérations.
Le compte de résultat de l'exercice n'a pas été affecté par des dérogations aux principes généraux d'évaluation.

VI. — Opérations avec les entreprises liées

Interfimo exerce son activité de cautionnement mutuel pour des crédits consentis par LCL, auprès duquel elle place ses disponibilités.

Au 31 décembre 2016,

- les encours garantis s'élèvent à 8 014 M€ contre 7 452 M€ fin 2015 ; en regard desquels LCL contre-garantit 250 k€ ;
- les dépôts s'élèvent à 362 500 k€ contre 349 000 k€ fin 2015, auxquels s'ajoutent les prêts au LCL en placement des fonds apportés par l'opération d'augmentation de capital de 2000 pour 76 049 k€.

Interfimo a mis en place en 2009 un compte courant avec sa filiale, l'Auxiliaire Financière, dont le montant s'élève à 1 731 k€ à fin 2016 (inchangé par rapport à fin 2015).

Conformément à la convention de co-courtage, les actions conjointes entre Interfimo et Fimocourtage portent sur trois domaines :

1. Relation avec les compagnies d'assurance partenaires ;
2. Animation commerciale : Fimocourtage, comme chaque année s'est associée à une dizaine d'actions ;
3. Formation des équipes : Fimocourtage y a consacré une quinzaine de journées.

VII. — Autres informations

Les collaborateurs membres du Directoire se réunissent en Comité G5.

Proposition d'allocation de jetons de présence, au titre de l'exercice 2016, aux membres du conseil de surveillance : 17 k€.

Effectif au 31 décembre 2016 : 173,9 Unité Temps Plein (contre 173,0 fin 2015), dont 2 Mis A Disposition par le groupe LCL (moins 1,5 par rapport à fin 2015).

L'effectif se décompose en cadres, pour 166,6 UTP, et non cadres, pour 7,3 UTP.

Effectif moyen 2016 : 167,9 UTP + 2,5 MAD (contre 166,3 UTP + 3,1 MAD en 2015)

UTP = Unité Temps Plein

MAD = Mis A Disposition

Proposition d'affectation du résultat de 17 291,1 k€ :

Réserve légale	608,3 k€
Dividende revenant aux actionnaires	16 678,6 k€
Report à nouveau	4,2 k€

VIII. — Renseignements concernant les filiales et les participations

(Art. 247 et 295 du décret sur les sociétés commerciales et arrêté du 27 avril 1982)

Informations Financières (5) Filiales et participations (1)	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital détenue (En pourcentage.)	Valeur comptable des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)
				Brute	Nette	
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessous (2) (3)						
1. Filiales (à détailler) (+ 50 % du capital détenu par la société)						
Auxiliaire Financière (arrêté au 30/06/2016)	57 920	1 730 219	93,09	4 996 394	1 664 758	1 731 409
SCI La Maison des Professions Libérales IF	6 097 961	Néant	99,75	6 082 716	6 082 716	0
2. Participations (à détailler) (10 à 50 % du capital détenu par la société)						
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations						
1. Filiales non reprises au paragraphe A						
a) Filiales françaises (ensemble)				4 955	4 955	0
b) Filiales étrangères (ensemble) (4)						
2. Participations non reprises au paragraphe A						

a) Dans des sociétés françaises (ensemble)					
b) Dans des sociétés étrangères (ensemble)					

(1) Pour chacune des filiales et des entreprises, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan un bilan et des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (paragraphe B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(3) Pour chaque filiale et entreprise avec laquelle la société a un lien de participation, indiquer la dénomination et le siège social.

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au paragraphe A doivent être inscrites sous ces rubriques.

(5) Mentionner au pied du tableau la parité entre le franc métropolitain et les autres devises.

(6) Dans la monnaie locale d'opération.

(7) En euros.

(8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.

(9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.

(10) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.

(11) Dépréciation dans les comptes d'Interfimo (stock).

Informations Financières (5) Filiales et participations (1)	Cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)	Observations (11)
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessous (2) (3)					
1. Filiales (à détailler) (+ 50 % du capital détenu par la société)					
Auxiliaire Financière (arrêté au 30/06/2016)	Néant	130 000	301	Néant	-3 331 636
SCI La Maison des Professions Libérales IF	Néant	912 662	718 049	Néant	
2. Participations (à détailler) (10 à 50 % du capital détenu par la société)					
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations					
1. Filiales non reprises au paragraphe A					
a) Filiales françaises (ensemble)	Néant			Néant	
b) Filiales étrangères (ensemble) (4)					
2. Participations non reprises au paragraphe A					
a) Dans des sociétés françaises (ensemble)					
b) Dans des sociétés étrangères (ensemble)					

(1) Pour chacune des filiales et des entreprises, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan un bilan et des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (paragraphe B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au paragraphe A doivent être inscrites sous ces rubriques.

(3) Pour chaque filiale et entreprise avec laquelle la société a un lien de participation, indiquer la dénomination et le siège social.

(5) Mentionner au pied du tableau la parité entre le franc métropolitain et les autres devises.

(6) Dans la monnaie locale d'opération.

(7) En euros.

(8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.

(9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.

(10) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.

(11) Dépréciation dans les comptes d'Interfimo (stock).

IX. — Résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

(Art. 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales et arrêté du 27 avril 1982)

Nature des indications	2012	2013	2014	2015	2016
I. Capital en fin d'exercice					
a) Capital Social	93 832 000	93 832 000	93 832 000	93 832 000	93 832 000
b) Nombre des actions ordinaires existantes	586 450	586 450	586 450	586 450	586 450
c) Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
d) Nombre maximal d'actions futures à créer :					
Par conversion d'obligations	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Par exercice de droits de souscription	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
II. Opérations et résultats de l'exercice.					
a') Produit net bancaire	40 253 584	43 069 207	44 487 460	51 209 252	52 389 958
a) Chiffre d'affaires hors taxes					
b) Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	* 18 717 709	* 20 233 036	* 21 062 804	* 25 680 949	* 26 974 670
c) Impôts sur les bénéfices	5 972 319	6 113 249	6 393 961	8 086 727	8 201 479
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	474 000	475 000	536 000	791 000	852 000
e) Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	11 915 351	13 275 309	13 732 761	16 296 770	17 291 117
f) Résultat distribué	11 318 485	12 608 675	13 042 648	15 476 416	16 678 638
III. Résultats par action.					
a) Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	* 20,92	23,27	24,10	28,65	30,56
b) Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	20,32	22,64	23,42	27,79	29,48
c) Dividende attribué à chaque action (préciser brut ou net)	19,30	21,50	22,24	26,39	28,44
IV. Personnel.					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	165,5	159,9	166,4	166,3	167,9
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	9 141 906	9 070 104	9 524 081	10 308 116	10 659 378
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.).	4 229 344	4 865 118	4 750 689	5 459 133	5 351 821
* Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations seulement					

IV. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 17 291 116,51 €, conformément à la proposition du directoire, soit :

Dotation à la réserve légale (plafond 10 % FP atteint)	608 274,81 €
Dividende revenant aux actionnaires	16 678 638,00 €
Report à nouveau	4 203,70 €

Le dividende à répartir au titre de l'exercice est ainsi fixé à 28,44 € par action.

Il sera mis en paiement à l'issue de l'Assemblée.

En outre, l'Assemblée prend acte du rappel effectué dans son rapport de gestion par le directoire, qu'il a été versé un dividende de 26,39 € par action au titre de l'exercice 2015.

V. — Rapport du Commissaire aux comptes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Interfimo, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. — Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. — Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les estimations comptables.

Votre direction procède à des estimations dans le cadre habituel de la préparation de ses états financiers, qui portent notamment, sur les provisions en lien avec le fonds de garantie, sur la valorisation des titres de participation et des autres titres détenus à long terme et sur l'évaluation des engagements de retraite comptabilisés. Nous avons revu les hypothèses retenues et vérifié que ces estimations comptables s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la note I de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. — Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait Neuilly sur Seine, le 27 avril 2017

Le Commissaire aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit

Emmanuel Benoist

Ces rapports peuvent être consultés au greffe du tribunal de commerce de Paris.

1702733